

Gaza, territoire de l'effroi

Il ne se passe pas de jour sans que la population de Gaza ne soit prise dans les massacres et les crimes de l'armée israélienne. Cette armée n'est pas une armée de défense comme on l'entend sur les médias complaisants qui reprennent sans vergogne ni critique l'acronyme *Tsahal*, mais une armée d'agression contre un État en gestation, l'État de Palestine, sans armée de défense de son peuple.

Et cette agression qui dure et dure est l'effet d'un crime sans fin contre la population civile. Au nord de la Bande de Gaza, la région de Beit Hanoun « est l'une des plus labourées par les bombardements, les opérations et les bulldozers israéliens » (je cite le journal *Le Monde*) et Rafah, ville de 300 000 habitants il y a encore quelques mois, dans le sud du territoire occupé, n'existe plus, ayant été intégralement rasée. Cette situation effroyable et terrifiante est insupportable. Le massacre du café Al-Baqa le 30 juin en bordure de mer est un nouvel acte épouvantable. Et ailleurs, des personnes tentant d'accéder à l'aide humanitaire pour ne pas mourir de faim sont tuées par des snipers. Le bureau des droits humains de l'ONU dresse un bilan accablant : plus 500 personnes assassinées et plus de 3000 blessées, ces derniers jours. Combien de temps cette situation immonde va-t-elle durer ?

Nous crions d'effroi. Nous hurlons notre indignation. Nous exigeons de nous faire entendre. Pour combattre la déshumanisation des Palestiniens par Israël. Pour lutter contre la passivité de la communauté internationale qui se fait complice de ces crimes de guerre et crime contre l'Humanité. Pour que cesse l'impunité à l'égard d'Israël. Pour affirmer et réaffirmer que le droit à la résistance à l'oppression est un droit fondamental des personnes. Pour que le peuple palestinien puisse trouver les conditions de pouvoir s'autodéterminer, comme tout peuple en a le droit.

Le gouvernement de la France continue à donner des gages à Israël en laissant faire le gouvernement criminel. Quand donc la France reconnaitra-t-elle l'État de Palestine ? Une reconnaissance enclencherait un dispositif juridique et un progrès politique vers une souveraineté de l'État. Oui, quand ? Quelle réaction la France aura-t-elle devant les nouvelles pressions et menaces de Trump sur les juristes de la Cour Pénale Internationale, alors même que les États-Unis ne sont pas États Partis de la CPI qui compte 125 États ? Le procureur de la CPI Karim Khan avait déjà été ciblé. Aujourd'hui, c'est au tour de Francesca Albanese, la rapporteure spéciale de l'ONU sur les territoires occupés qui est dans le collimateur de Trump. Quelle réaction de la France ?

Et lorsque la CPI souhaite s'emparer de l'instruction du crime d'agression et d'étendre ses compétences en ce domaine, la France reste solidaire des autres membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU – États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni – qui ne veulent pas de cette extension du droit international. Alors quand la France prendra-t-elle des mesures courageuses ? Quand le gouvernement de ce pays continuera-t-il à marteler que « le temps n'est pas venu » d'améliorer le droit international et ainsi de progresser vers la paix.

Dans ce contexte, le 15 juillet, un nouveau Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne se réunira pour décider de nouvelles mesures concernant les violations manifestes des droits humains par Israël. Ses États-membres ont l'obligation de tout faire pour mettre fin à l'impunité du gouvernement israélien. En ce sens, la France doit donc impérativement apporter un soutien fort et public en faveur de la suspension totale ou partielle de l'accord d'association UE-Israël.

La France, membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, doit résister dans ce contexte du droit piétiné, car, historiquement, il n'y a pas de solution dans l'emploi de la force absolue, de juste la force au lieu de la force juste.

Nous, citoyennes et citoyens de Châtelleraut, de la France, de l'Europe et du monde, nous avons les mots pour marteler notre solidarité avec le peuple de Gaza, notre fraternité avec les hommes, les femmes, les enfants (65% de la population de Gaza sont des jeunes de moins de 25 ans). Les mots pour dire la beauté de la résistance. Les mots qui expriment la lumière de notre vie intérieure et de notre vie sociale. Les mots qui savent transmettre notre bravoure morale et notre liberté grande. Alors, mesdames et messieurs du gouvernement et du parlement de notre pays, entendez-les, s'il vous plait, ces mots comme une conjuration de haute dignité.

LDH Châtelleraut - 12 juillet 2025 – Manifestation Ozon-Parvis Mairie.